

Industrie, Sciences et Technologie

gouvernement ne sont pas à la hauteur de ses belles promesses.

En guise de conclusion, j'exhorte le ministre à se déclarer ouvertement pour un Canada fort et une économie forte. Il n'y a rien de honteux ou de scandaleux à ce que les gouvernements collaborent avec les entreprises pour planifier notre avenir économique. Certaines entreprises planifient cinq et même dix ans à l'avance; celles qui ne le font pas arrivent rarement à survivre. Le gouvernement peut jouer un rôle clé dans notre économie, un rôle que le secteur privé, à lui seul, ne peut assumer. Le Canada n'a pas à faire face aux énormes dépenses en matière de défense que les États-Unis doivent supporter, et il n'y tient pas non plus. Le gouvernement se doit d'encourager la recherche et le développement ainsi que l'éducation et la formation, parce que c'est ainsi que le Canada jouera un rôle de premier plan sur la scène internationale.

Ce qui est ironique, c'est que 70 p. 100 des jeunes Canadiens abandonnent le secondaire pour se retrouver sur le marché du travail sans diplôme d'études postsecondaires et sans formation aucune. Nous ne pouvons concurrencer les Japonais et les Américains avec un bilan aussi catastrophique dans ce domaine. Ce sont nos ressources humaines qui sont les plus précieuses. Le gouvernement n'attache qu'un intérêt de façade à cela, mais il plafonne les crédits destinés à l'enseignement aux autochtones, soit les gens dont les besoins sont les plus criants dans ce domaine.

Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer, soit de veiller à encourager les Canadiens à investir dans nos entreprises. Nous attendons la présentation du budget en retenant notre souffle, afin de voir ce que le gouvernement entend faire pour encourager la participation des travailleurs dans les entreprises et les mesures qu'il va prendre en vue d'inciter les investisseurs de l'extérieur à venir investir dans les sociétés canadiennes qui nous assurerons une nouvelle position de commande dans le domaine de la technologie. Il nous tarde de savoir les mesures spéciales que le gouvernement prendra, afin d'encourager les Canadiens à posséder et à contrôler leurs propres entreprises. Selon nous, le gouvernement a tort d'affirmer qu'il faut simplement laisser jouer la loi du marché et ne pas intervenir du tout. A notre avis, le Canada ne pourra être un pays fort que s'il cesse de vendre ses sociétés les plus rentables à des étrangers. Le Canada est le pays industrialisé où la participation étrangère est la plus forte.

Nous continuerons à ne pas consacrer assez de crédits à la recherche et au développement, à exporter peu et à vendre nos principales entreprises de haute technologie, comme Lumonics et Connaught, à moins que le gouvernement ne comprenne la réalité et n'agisse dans l'intérêt des Canadiens. À en croire les fonctionnaires du Ministère, les programmes qu'on a déjà sabrés subiront d'autres coupes sombres, à moins que le ministre ne soit disposé à donner suite à ses belles paroles d'aujourd'hui en prenant des mesures concrètes à l'avenir et à moins que tout le gouvernement ne soit prêt à soutenir la politique à laquelle le ministre n'attache qu'un intérêt de façade et qu'il n'a pas les moyens d'appliquer. Si le gouvernement ne se décide pas à vouloir créer un Canada fort. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Je suis désolé mais le temps de parole du député est écoulé depuis une minute environ. Je l'invite à terminer ses observations.

M. Peterson: Monsieur le Président, je demande à tous mes collègues de bien vouloir m'excuser n'avoir pris plus que le temps qui m'était alloué.

En conclusion, nous voulons par-dessus tout que le gouvernement soit prêt à défendre le Canada et à faire passer le Canada en premier.

Des voix: Bravo!

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, un projet de loi comme celui dont nous sommes saisis nous permet de nous faire une idée de la politique industrielle et de la politique de développement régional du gouvernement. De ce point de vue, il revêt beaucoup d'importance, car il porte sur de grands domaines de la politique et des grands principes, mais, vu sous un autre angle, il s'agit simplement d'une réorganisation du ministère.

Les députés néo-démocrates reconnaissent les défis extrêmement sérieux que le Canada devra relever d'ici 10 ou 20 ans dans le secteur industriel et au chapitre de la planification économique. Nous abordons un contexte international où la vie sera beaucoup plus difficile pour un pays comme le nôtre.

Au cours des années qui ont suivi immédiatement la Seconde Guerre mondiale, notre infrastructure ayant échappé à la destruction, le Canada pouvait espérer être un partenaire puissant et important dans les échanges internationaux. Pour cette raison, et en raison aussi des ressources que nous sommes parvenus à exporter en quantité énorme dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le Canada est parvenu, pendant une